Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1871.

Crédit supplémentaire de 5,000,000 de francs au Département de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Lorsque la guerre a éclaté entre deux puissantes nations voisines, le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour assurer, d'une manière efficace, la neutralité du territoire belge. Les dépenses extraordinaires occasionnées par la mise de l'armée sur le pied de guerre ont été couvertes, pendant le deuxième semestre de l'année écoulée, au moyen des crédits supplémentaires accordés au Département de la Guerre par les lois des 3 et 30 septembre 1870.

Par une autre loi du 31 décembre dernier, le Département de la Guerre a été autorisé à affecter aux dépenses extraordinaires de l'armée, pendant l'exercice 1871, le reliquat que présentera le crédit supplémentaire alloué, pour l'année 1870, par la loi précitée du 30 septembre.

En soumettant à la Législature le projet de loi concernant ce transfert (séance du 13 décembre), le Gouvernement a fait connaître qu'il présumait que le reliquat des fonds accordés pour l'exercice 1870 permettrait, à moins d'événements tout à fait imprévus, de maintenir nos forces militaires, sur le pied où elles se trouvaient alors, jusqu'à la fin de janvier 1871.

Le chiffre exact de ce reliquat ne peut être précisé dès à présent; mais, d'après les évaluations approximatives faites pour se rendre compte de la situation générale du Budget de 1870, il est permis de supposer qu'il s'élèvera à environ 750,000 francs.

Cette somme aurait été, à peu près, suffisante pour l'entretien, pendant un mois, des effectifs existant au 1^{er} janvier, en sus du chiffre moyen du pied de paix, si, dans les premiers jours du mois de janvier, le Gouvernement,